

E 2/1630

*L'Envoyé extraordinaire de Suisse à Turin, A. Tourte, au Conseil fédéral*

L

Turin, le [7] juin 1860

J'ai eu avec M. le Comte Cavour un entretien concernant la portée de la neutralité assurée en 1815, entre les mains de la Suisse, aux provinces septentrionales de la Savoie. Il est convenu avec moi que cette charge transmise à l'Empereur avec les nouveaux territoires, aurait surtout de l'importance dans le cas d'un conflit entre la Suisse et la France; et qu'il serait alors réellement risible de demander à cette dernière de remettre aux Suisses ses forteresses, afin qu'ils les défendissent contre elle-même. Je lui ai recommandé d'être prudent lors de ses conversations à ce sujet avec M. de Talleyrand. Une fois déjà, amené incidemment sur ce chapitre, il aurait sans y réfléchir, énoncé un avis en l'air dont il ne supposait pas qu'on tirât d'aussi graves conséquences.

J'ai remis à M. Cavour le refus écrit d'entrer en matière sur les propositions dérisoires de la France, que vous m'aviez chargé de lui remettre.<sup>1</sup> J'ai terminé ma lettre en demandant formellement au Gouvernement sarde de donner au Gouvernement français de la neutralité garantie en 1815 une définition catégorique et loyale qui coupe court aux prétentions envahissantes du Gouvernement impérial. On me l'a promis. Osera-t-on tenir parole?

J'ai longuement causé avec M. de Talleyrand de la politique suivie récemment par la France à l'égard de la Suisse.

Après avoir établi d'une manière irréfutable que la neutralité de notre pays était tout à l'avantage du sien, je lui ai montré que, constitués démocratiquement

---

1. *Lettre du Conseil fédéral aux représentants de la Suisse à l'étranger du 23 mai 1860; cf. N° 396.*

comme nous le sommes, gouvernés par le peuple lui-même, l'intimidation ne peut nous amener absolument à rien qu'à la haine pour celui qui nous menace; tandis que nulle part des services rendus ne pouvaient susciter une reconnaissance plus durable, vu la politique de sentiments à laquelle se livre la foule peu amie des calculs de la diplomatie.

Si donc la France veut sincèrement le maintien de la neutralité helvétique, d'une neutralité utile bienveillante pour elle, elle ne doit à aucun prix nous affaiblir. Que si, en vue d'un anéantissement désiré par elle de toutes les stipulations européennes de 1815, la France revenait à sa vieille politique, elle aurait besoin d'une Suisse qui ne se tournât pas contre elle au premier revers.

Or la force serait impuissante à nous gagner. Quelles que puissent être nos divisions et notre faiblesse relative, nous finirons toujours par combattre l'étranger et la puissance qui se chargera du rôle de bourreau de notre indépendance et de notre liberté encourrait non seulement notre exécration mais celle du monde civilisé. Ce serait pour elle un sûr moyen non de se renforcer mais de s'affaiblir.

M. de Talleyrand a convenu que vouloir par la violence faire de la Suisse un satellite de la France serait pour cette dernière un véritable suicide matériel et moral.

«Or donc», lui ai-je dit alors, «pourquoi nous avoir foulés, trompés honteusement lorsque nous montrions de la confiance dans vos promesses? Pourquoi avoir mis sans motif sérieux la rage, la soif de la vengeance au cœur d'une population de combattants comme il n'y en a pas d'autre au monde? Tout ceci n'est pas de la politique, si cela ne doit pas aboutir au morcellement de la Suisse, et vous reconnaissez que ce morcellement serait la plus impolitique des actions!

«Avouez alors qu'on s'est laissé guider par de mesquines considérations, par les lazzi de quelques adversaires (Thiers), par les mensonges, par l'enthousiasme vénal de certains Savoisiens haut placés. On a satisfait ainsi l'amour propre de quelques personnages, qui oublieront demain, pour frapper au visage un peuple qui n'oublie jamais et qui trois siècles durant a servi la France».

«Mais», me dit-il, «croyez-vous que la France pût encore se faire en Suisse des amis, que l'opinion pût y tourner de manière à oublier les sympathies autrichiennes pour revenir à nous.»

Vous devinez, Messieurs, tout ce que j'ai dit sur ce malheureux sujet. Je l'ai fait avec d'autant plus d'énergie que des communications indirectes qui me sont revenues récemment, soit par la légation anglaise, soit par des hommes qui ont assisté à tous les événements de l'année dernière, m'ont prouvé que soit M. de Cavour, soit l'Empereur avaient considéré notre politique comme leur étant au fond hostile; et la manière dont nous nous y sommes pris pour sauvegarder notre neutralité comme favorable sous-main à l'Autriche.

On ne peut entre autres nous pardonner d'avoir défendu l'exportation des chevaux, et lorsque je cherche à expliquer les motifs de cette mesure, on me répond toujours par les félicitations générales de la presse allemande à ce sujet.

Sans doute lorsque j'en cause avec M. de Cavour, il se rend à mes raisons; mais dans l'intimité il lui est échappé au sujet de la cession de la Savoie, des mots qui en reviennent toujours à cette notion si injuste de la majorité des Italiens que nous ne sommes au fond que l'avant-garde de la Sainte-Alliance.

Je sais de source certaine par des correspondances d'amis français, bien en cour

14 JUIN 1860

777

mais aimant la Suisse, que cette idée-là existait aux Tuileries comme à Turin, il n'y a pas plus de six semaines.

Il faut donc à toute force combattre cette secrète défiance, puisque nous n'avons pas eu l'audace de la braver en face.

J'ai donc dit à M. de Talleyrand que, malgré ce qui s'était passé, je ne doutais pas que des preuves évidentes de bon vouloir feraient certainement oublier les griefs nés récemment contre son gouvernement, que la bienveillance de l'immense majorité des Suisses pour la France était indubitable; mais qu'il ne fallait pas laisser envenimer la blessure, surtout lorsque demain peut amener des complications menaçantes, même pour la toute puissance de l'Empereur; et que, si ce dernier avait réellement de bonnes intentions à notre égard, il était grand temps de les manifester, de vous exposer carrément ses intentions.

Il m'a répondu comme Cavour: «Vous avez raison, mais qui sait ce que veut l'Empereur; j'ignore ses projets, c'est avec lui qu'il faudrait causer de tout cela. Cependant je vais écrire notre conversation à M. de Thouvenel.»

Les événements vont si vite que demain l'Europe tout entière peut se trouver sous les armes. Il est donc grand temps de savoir où sont nos ennemis, et qui sont nos amis.